

Il va dans dire que notre communauté se compose de nations égales et que nous avons une longue tradition de non-ingérence dans nos affaires nationales. Cependant, nous ne pouvons pas nous retrancher derrière ce principe lorsque l'oppression apparaît de manière criante chez l'un de nos membres. C'est pourquoi la situation qui règne actuellement en Ouganda est source de grave inquiétude. Les chefs de gouvernement du Commonwealth ont adopté une position non équivoque sur cette question à Londres; nous, parlementaires, ne pouvons faire moins.

Si la perfection est inaccessible, le Commonwealth doit à tout le moins donner l'exemple à la communauté mondiale. Et notre engagement doit être universel. Il nous est interdit d'exiger le respect de l'égalité et des droits fondamentaux dans une région ou dans un Etat, en Afrique australe par exemple, si nous n'en faisons pas autant et n'appliquons pas la même norme partout. Notre conscience ne peut faire de distinction géographique ou raciale, sous peine de miner ainsi le soutien de la population sur lequel nous, législateurs, pouvons compter lorsqu'il faut faire des déclarations sans équivoque.

Mais lorsque je parle des droits de la personne, je n'entends pas seulement les droits politiques et civils. Je pense aussi aux droits économiques et sociaux que nous devons respecter et pour lequel nous devons lutter: le droit à un logis convenable, à une alimentation suffisante, au travail. Si notre monde s'enlise dans l'inégalité et la pauvreté, si nous faisons la sourde oreille au dialogue qui, seul, peut nous faire progresser, il nous est interdit de croire à un mieux-être.

J'aimerais maintenant dire quelques mots du récent accord de Gleneagles, en vertu duquel nos gouvernements se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour dissuader nos ressortissants d'affronter en compétition des organismes sportifs, des équipes ou des athlètes venus d'Afrique du Sud ou de tout autre pays où l'organisation du sport se fait en fonction de la race, de la couleur ou de l'origine ethnique. J'estime que cette question a été abordée avec pragmatisme et jugement. D'ailleurs, il y a matière à se réjouir de la façon dont la déclaration du Commonwealth sur le sport a été appliquée par les membres de notre communauté. J'attends avec plaisir la venue des délégations de tous vos pays à l'occasion des jeux du Commonwealth qui auront lieu à Edmonton l'année prochaine. Il est important que notre jeunesse se rencontre en compétition amicale, car ce n'est que sur une base aussi solide que celle-là que l'avenir peut se bâtir.

Pour conclure, permettez-moi de vous souhaiter bonne chance dans vos délibérations. Je vous exhorte tous à relire la Déclaration des principes du Commonwealth adoptée lors de la réunion des chefs de gouvernement à Singapour en 1971. C'est un